- 2) L'article 859, point 6, du règlement d'application doit-il être interprété en ce sens que cette disposition vise exclusivement l'inexécution des obligations (ou de l'une d'entre elles) liées à la (ré)exportation de marchandises, telles que définies aux articles 182 à 183 du code des douanes? Ou la phrase «sans accomplissement des formalités nécessaires» doit-elle être interprétée en ce sens que les «formalités nécessaires» comprennent également les formalités devant être accomplies avant la (ré)exportation afin de mettre fin au régime douanier sous lequel sont placées les marchandises?
- 3) Si la précédente question appelle une réponse affirmative, l'article 859, troisième tiret, du règlement d'application doit-il être interprété en ce sens que le non accomplissement des formalités visées à la deuxième question ne s'oppose pas à ce que, dans un cas comme celui de l'espèce — dans lequel des documents démontrent que les marchandises sont sorties du territoire douanier de l'Union à l'issue du transport dans l'Union — la condition que «toutes les formalités nécessaires pour régulariser la situation de la marchandise soient accomplies a posteriori» puisse être considérée comme étant remplie?

⁽¹⁾ Règlement (CEE) n° 2913/92, du Conseil, du 12 octobre 1992, établissant le code des douanes communautaire (JO L 302, p. 1).

⁽²⁾ Règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission du 2 juillet 1993 fixant certaines dispositions d'application du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil établissant le code des douanes communautaire (JO L 253 du 11.10.1993, p. 1).

**Demande de décision préjudicielle présentée par le Landgericht Krefeld (Allemagne) le 4 juillet 2014
— Colena AG/Karnevalservice Bastian GmbH**

(Affaire C-321/14)

(2014/C 315/64)

Langue de procédure: l'allemand

Juridiction de renvoi

Landgericht Krefeld

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: Colena AG

Partie défenderesse: Karnevalservice Bastian GmbH

Question préjudicielle

1. Convient-il d'interpréter le règlement (CE) n° 1223/2009 du Parlement européen et du Conseil, du 30 novembre 2009, relatif aux produits cosmétiques ⁽¹⁾ en ce sens qu'un produit, qui ne relève pas dudit règlement, doit néanmoins répondre à ses exigences au seul motif qu'il est indiqué sur l'emballage du produit qu'il s'agit d'un «accessoire cosmétique pour les yeux soumis à la directive cosmétiques»?
2. Convient-il d'interpréter le règlement (CE) n° 1223/2009 du Parlement européen et du Conseil, du 30 novembre 2009, relatif aux produits cosmétiques en ce sens que les «lentilles de contact sans correction avec motifs» relèvent du champ d'application dudit règlement?

⁽¹⁾ JO L 342, p. 59.

**Demande de décision préjudicielle présentée par le Landgericht Krefeld (Allemagne) le 4 juillet 2014
— Jaouad El Majdoub/CarsOnTheWeb.Deutschland GmbH**

(Affaire C-322/14)

(2014/C 315/65)

Langue de procédure: l'allemand

Juridiction de renvoi

Landgericht Krefeld (Allemagne)